

Institute for Development Studies

**Rapport de l'Atelier Régional de Partage et d'Apprentissage sur l'
« Assainissement Total Piloté par la Communauté »**

Bamako, 29.11.-3.12.2010



Outils d'hygiène avec cendre dans un village de la région Kolokani, Mali (2010)

Préparé par Daniel Spalthoff, UNICEF WCARO

21.12.2010

Rapport

Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

Sommaire :

L'atelier de partage et d'échanges d'expériences sur l'ATPC en Afrique Francophone, organisé par l'*Institute for Development Studies* (IDS) s'est déroulé à Bamako du 29 novembre au 3 décembre 2010. L'atelier a rassemblé 51 participants travaillant sur 13 pays de l'Afrique francophone. Les organisations présentes étaient Action Aid, AMI, Association LEAD, CLD Madibou, CLTS Foundation, CREPA, IDS, NADEL, Plan, SAF/FJKM, SNV, UNICEF, WaterAid, WSSCC, ainsi que des organisations étatiques chargées de l'assainissement dans les pays de la région (Burundi, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, RCA, Sénégal, Tchad).

Le premier jour, après l'ouverture et les mots de bienvenue de la part des organisateurs, Robert Chambers (IDS) et Petra Bongartz (IDS), les participants se sont présentés et ont brièvement décrit le contexte de leur pays. Un résumé des présentations des pays est inclus dans le Chapitre 1 de ce rapport.

Le deuxième jour, après une [présentation sur l'état des lieux d'ATPC dans la région de l'Afrique de l'ouest et centrale](#) par Jane Bevan (UNICEF), des groupes ont travaillé sur les problèmes de passage à l'échelle de l'ATPC (Chapitre 2). Une présentation, réalisée par Moussa Cissoko (Directeur Régional d'Assainissement, Mali), a exposé [l'expérience du Mali avec l'ATPC](#).

Le troisième jour, une visite de terrain a été organisée. Deux groupes ont assisté à un déclenchement¹, deux groupes ont visité des villages FEDAL² modèles, et deux groupes ont visité des villages FEDAL présentant des difficultés.

Le quatrième jour, les groupes ont partagé leurs expériences de la visite de terrain en plénière (Chapitre 3). Dans un travail de groupes, l'adoption par le gouvernement de l'approche ATPC et la question des financements pour mettre en place ce projet ont été discutés, puis présenté en plénière (Chapitre 4). A suivi une discussion sur le passage à l'échelle, ainsi que sur les règles générales (« dos and dont's », ce qui marche et les pièges à éviter, Chapitre 5).

Les résultats de cette discussion ont été présentés dans un texte qui a été rédigé de façon participative lors du cinquième jour, afin de résumer les leçons apprises des participants de l'atelier. Ce « [Consensus de Bamako pour l'ATPC](#) » représente le principal résultat de l'atelier.

Archana Patkar (WSSCC) a fait une [présentation sur le Fonds Mondial de l'Assainissement \(GSF\)](#). Durant la deuxième moitié de la journée, les participants se sont réunis en groupes par pays afin d'élaborer des Plans d'action indicatifs pour l'ATPC. Les plans d'actions sont présentés à la fin de ce rapport (Chapitre 6).

Ce rapport présente ce que les groupes de travail ont élaboré, ainsi que les principaux résultats des discussions. La fin du rapport contient une section sur les autres documents

¹ Déclenchement, ou aussi déclic : Le lancement de l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté à travers une analyse participative du profil sanitaire de la communauté. Le lancement se fonde sur la stimulation d'un sentiment collectif de dégoût et de honte chez les membres de la communauté en les confrontant à la réalité crue de la Défécation à l'Air Libre et ses impacts sur la communauté toute entière.

² FEDAL: Fin de la Défécation à l'Air Libre.

relatif à la consultation (Chapitre 7 ; présentations, liste de participants, Consensus de Bamako, etc.).

1. Présentation des pays

Chaque pays a été brièvement présenté, avec une attention particulière sur les aspects suivants :

- a) Combien de villages sont déclenchés ? Combien sont FÉDAL ?
- b) Défis dans votre pays pour l'ATPC ?
- c) S'il y a une seule chose spécifique de votre pays dont vous voulez que les autres participants se rappellent après l'atelier, quelque chose que vous pouvez dire en une minute.

a) Sénégal

L'ATPC est mise en pratique dans 29 villages pilotes. Avant le déclenchement il y avait 341 latrines, aujourd'hui il y en a 435 (+94). 19 villages ont été déclarés FÉDAL.

Les défis sont le financement pour passer à l'échelle, l'adaptation de l'ATPC aux contextes socioculturelles et économiques des localités, et l'intégration de l'approche ATPC dans les politiques et stratégies du secteur de l'assainissement.

La particularité du Sénégal est l'enfant comme porte d'entrée pour la réussite de l'ATPC. Par exemple, les enfants jouent un rôle dans la promotion de l'ATPC, et ils aident à trouver les zones de défécation.

Au Sénégal, les bailleurs de fonds ont tendance à se concentrer dans certaines provinces laissant les autres provinces de côté. Il est très important de coordonner les interventions dans les différentes provinces ; cependant il n'est pas toujours facile pour le gouvernement de dire aux intervenants où intervenir.

L'approche ATPC au Sénégal est relativement récente et a du succès. Mais si on n'arrive pas à accélérer le processus, c'est-à-dire avoir beaucoup plus de villages FÉDAL, le Sénégal ne pourra réaliser ses objectifs. Le Mali est un bon exemple à cet égard.

b) Madagascar

Depuis l'introduction de l'approche en 2008, Madagascar a vu un nombre de déclenchements de 515 villages. 1789 nouvelles latrines ont été construites, et 201 villages ont été déclarés FÉDAL.

Un des défis rencontrés est la capacité de la population à payer pour la normalisation des latrines ; un autre est l'existence des barrières culturelles à l'introduction de l'ATPC.

Finalement, il est difficile d'empêcher de mauvaises pratiques en provenance des villages voisins, non-déclarés FÉDAL ; une couverture totale des régions est souhaitable (mais pas facile à réaliser).

Un succès particulier à Madagascar est le fait que, faisant face à des hésitations considérables en 2008, après avoir obtenu des résultats satisfaisants, l'extension rapide des interventions a eu lieu en 2010.

La Coalition WASH à Madagascar joue un rôle important dans le plaidoyer pour l'ATPC au niveau politique.

c) Mauritanie

En Mauritanie, 141 formateurs ont été formés. 406 villages ont été déclenchés, dont 186 déclarés FÉDAL. 5160 nouvelles latrines ont été construites. Dans deux régions, les principales interventions en ATPC sont financées par l'UNICEF ; dans 4 autres régions ils sont financés par d'autres bailleurs de fond. Il est prévu d'étendre l'approche dans 11 sur 13 régions du pays.

En ce qui concerne les défis, la politique nationale d'assainissement, la stratégie et le plan de mise en œuvre, ils ne sont pas encore disponibles. Le cadre institutionnel reste encore à améliorer, afin que les dispositifs de pilotage puissent être réalisés. La mobilisation des financements pourrait également être améliorée. L'absence des normes techniques donne suite à la précarité des latrines d'auto-construction. L'existence des systèmes de subventions aux latrines empêche l'acceptation de l'approche ATPC. En milieu urbain la mise en œuvre est particulièrement difficile ; la DAL est un problème surtout au milieu périurbain. Le suivi post-FÉDAL est important pour maintenir le statut FÉDAL.

Une chose particulière à la Mauritanie est le fait que des enfants ont formé des groupes de leur propre initiative pour impulser l'ATPC dans leurs quartiers, et ils ont réussi à convaincre leurs familles à construire des latrines. Il y avait aussi des villages qui, par l'esprit de rivalité avec les villages voisins, ont demandé d'être inclus dans le programme d'ATPC.

d) Djibouti

Djibouti a 840.000 habitants dont la plupart vit en milieu urbain. 75% des ménages sont connectés au réseau collectif. En milieu rural, seulement 18% ont accès à l'assainissement. La formation des formateurs pour l'ATPC a eu lieu en Novembre 2009 par les agents du CREPA. Deux villages ont été choisis comme villages pilotes en juin 2010, mais il n'y avait pas encore de déclenchement.

Un des défis majeurs est que le gouvernement adopte le PSAI (Plan Stratégique d'Assainissement Individuel). La centralisation forte du gouvernement, le mode de vie nomadique d'une partie de la population, et la présence de subventions par certaines ONG font partis des autres défis à relever.

e) Guinée Bissau

La Guinée Bissau a 1,6 million d'habitants pour une superficie de 36,125km². Il y a environ 4000 villages. Le taux de couverture d'assainissement est de 22%. En février 2010, il y avait 12 ONG actives dans la formation, 10 dans la mise en œuvre, 1,500 latrines ont été construits, 100 villages ont été couverts (équivalent à 2,5%), et 20 ont été déclarés FÉDAL.

En ce qui concerne les défis, l'inclusion de l'ATPC dans la politique de l'assainissement rural reste à faire. Les moyens financiers pour la mise en œuvre devraient être revus à la hausse. La non-disponibilité d'eau pose problème pour le lavage des mains. Le terrain instable est problématique pour la stabilité des latrines. L'échange d'expériences peut être amélioré à travers la création d'un réseau, et le suivi après déclenchement doit être amélioré.

Rapport
Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

Les pratiques d'hygiène et de lavage de mains sont incluses dans le suivi de façon systématique.

La particularité de l'expérience du Guinée Bissau est l'importance de la création d'un réseau pour faciliter l'échange de pratiques.

f) Burundi

Le Burundi a une population de 8.100.000 personnes, dispersées sur 96 collines. Cinq de ces collines ont été déclarés FÉDAL (5,2%).

Le défi pour l'ATPC au Burundi réside surtout sur la dispersion de l'habitat, qui rend la communication difficile et engendre une faible participation dans les déclenchements. La faible participation de la communauté est aussi la cause d'une adhésion faible. Un autre facteur est la faible maîtrise des méthodes d'animation. Au stade de post-déclenchement, le plan d'action est réalisé seulement par une petite partie de la communauté ; il faut beaucoup de temps pour l'expliquer au reste de la communauté. Généralement, les autorités politiques ne s'impliquent pas davantage dans le processus, et l'approche n'est pas bien communiquée aux autorités administratives, aux leaders d'opinion et aux intervenants dans le secteur.

Le facteur le plus marquant au Burundi est donc l'habitat dispersé, qui rend le changement au niveau communautaire très difficile, les leaders religieux, traditionnels etc. étant eux-mêmes très peu impliqués dans le projet. En conséquence, pour pallier à ce problème, on prévoit de travailler avec des plus petites entités sur un plan spatial.

g) Mali

Depuis l'introduction de l'approche ATPC au Mali en mars 2009, 300 villages ont été déclenchés et 180 ont été certifiés FÉDAL. Le nombre de nouvelles latrines réalisées est de 10.000.

Un des défis rencontré est la durée entre l'évaluation et l'acquisition de la certification. Un autre est le fait que le changement de comportement est un long processus. La définition du suivi post-déclenchement (sanitation marketing –mettre en place l'assainissement à l'échelle), le déclenchement d'une communauté par une autre à travers un leader naturel, la technique alternative pour les zones avec des terrains difficiles (sable, inondations, roches), et le renforcement des leaders naturels sont d'autres défis.

Un succès particulier au Mali est la création d'un processus multisectoriel de certification et de contrôle qualité par différentes institutions (Ministère de l'Environnement, Ministère responsable de l'hydraulique, Mairies/Collectivités) = fort intérêt à tous les niveaux.

Le manque d'eau ne figurait pas parmi les problèmes des villages qui cherchaient à être certifiés.

h) République Centrafricaine

L'ATPC a été introduite en octobre 2010. Il y a 11 villages pilotes. Aucun des villages n'est FÉDAL, mais le taux de latrinisation est déjà passé de 5 à 26%. 7 villages sur 11 ont fait de bons progrès. L'objectif est d'avoir 1088 latrines dans ces 11 villages.

Quant aux défis, l'intégration des leaders naturels aux comités d'ATPC en est un ; la prise de conscience collective dans les communautés en est un autre.

Rapport
Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

Une spécificité de la RCA est l'utilisation des trottoirs comme zone de séchage de manioc, et en même temps comme zone de défécation à l'air libre.

Des organisations communautaires sont de plus en plus utilisées dans l'ATPC.

i) Côte d'Ivoire

Depuis l'introduction de l'ATPC en juin 2009, 149 villages ont été déclenchés, dont 41 déclarés FÉDAL. La population ciblée est de 27.300 habitants. Les villages pilotes ont été sélectionnés sur la base de la taille (env. 50 ménages), avec assainissement faible et haut degré de maladies hydriques. Le nombre de latrines jusqu'à aujourd'hui est de 3133.

Les défis en Côte d'Ivoire sont la stratégie nationale pour passer à l'échelle, les villages de plus de 150 ménages/plus de 1000 habitants, et la pérennisation de l'état FÉDAL.

La spécificité de la Côte d'Ivoire est le fait que l'ATPC opère un changement rapide de comportements dans les contextes religieux, socioculturels et ethniques avec des types de latrines adaptées à chaque région.

Dans la discussion de la présentation, l'accent a été mis sur l'engagement de la Côte d'Ivoire dans l'intégration du lavage des mains dans l'ATPC.

j) Tchad

Le Tchad a une population de 11.600.000 personnes. L'ATPC est introduite depuis le 13 septembre 2009. Depuis, 55 villages ont été déclenchés, et 3 sont FÉDAL. Les critères pour la certification de FÉDAL sont l'existence de latrines couvertes et utilisées, et l'existence de dispositifs de lavage de mains. L'ATPC fait face à de nombreux défis : des coutumes, des inondations cycliques, des sols instables, des subventions, le faible engagement des partenaires et des financements insuffisants, le manque de cadres qualifiés du secteur, et le manque d'une Politique d'Assainissement (en cours d'élaboration).

Une des spécificités du Tchad est le « Hourar cadeau » : les gens défèquent dans des sachets plastiques, et les jettent dans des canaux, ou chez leurs voisins...

k) Burkina Faso

Deux acteurs ont présenté la situation au Burkina Faso : CREPA et Wateraid. Au cours de 20 sessions de formation, le CREPA a formé plus de 700 personnes dans 14 régions du pays. Les participants étaient des décideurs, des élus locaux, des animateurs/facilitateurs, des ingénieurs et des techniciens ; ils travaillent pour des organisations comme l'UNICEF, des ONG, l'Etat, et la société civile. Les défis sont la capitalisation des formations, le suivi post formation, et l'adéquation du profil des participants et des opportunités de mise en œuvre.

En ce qui concerne Wateraid, 51 villages ont été déclenchés, et 5 villages sont en cours d'être certifié FÉDAL. Les défis rencontrés sont l'absence de concertation entre les acteurs d'ATPC et la lenteur des autorités pour s'engager dans le processus. Alors que l'objectif des OMD pour l'eau est déjà atteint, l'objectif pour l'assainissement ne sera (à la vitesse actuelle) atteint qu'en 2159.

La discussion s'est focalisée sur les difficultés à mettre en œuvre l'ATPC au Burkina Faso. Montrer aux décideurs politiques les succès d'ATPC dans d'autres pays pourrait cependant aider à les convaincre.

l) Bénin

Suite à l'atelier des décideurs du secteur assainissement en novembre 2009, le Service d'Hygiène et d'Assainissement de Base a élaboré le Plan d'Action de Mise en Œuvre de l'ATPC, financé par l'UNICEF. En mai 2010 les agents d'hygiène et des services techniques communaux ont été formés. Depuis juin 2010, 46 villages ont été déclenchés, et un village a atteint le statut FÉDAL.

Quant aux difficultés, la zone d'intervention avait, comme les autres zones du pays, antérieurement reçu des subventions. D'où l'attente de la population de recevoir de l'assistance. Les défis sont d'éliminer la réticence de certains acteurs pour créer un partenariat multisectoriel afin d'élargir la portée de l'ATPC, et d'encourager l'engagement politique du gouvernement afin d'assurer l'ancrage de l'ATPC dans la Politique Nationale d'Assainissement.

Au Bénin, qui est le berceau du vodou, l'ATPC en est encore en stade embryonnaire.

m) Congo Brazzaville

Depuis le début de l'ATPC en novembre 2009, 25 villages ont été déclenchés (5 en 2009, 20 en 2010), 16 ont demandé la certification (5 en 2009, 11 en 2010), et 8 sont déjà FÉDAL (4 par an). Ces 8 villages ont déjà célébré l'attribution de leur statut.

Un des défis est l'intégration de l'ATPC dans la politique nationale ; un autre est l'introduction de l'ATPC dans certains villages au Nord du pays qui sont inondés en permanence.

La spécificité du Congo est la chanson d'ATPC, une chanson sur les avantages de l'approche. Suite aux visites des villages où l'approche a bien marché, des politiciens ont demandé que des personnes ressources de ces villages soient recrutées pour promouvoir l'approche.

Un autre défi est la construction de latrines pour des personnes vulnérables (mamans, malades). Pour ce faire, des comités de jeunes ont été créés, avec des bénévoles qui aident les personnes vulnérables. Une autre difficulté est liée à la culture. Par exemple, quand un homme parle, la femme n'a plus le droit de parler. Une des solutions a été de séparer les groupes et de mettre les femmes entre elles, comme ça, elles peuvent s'exprimer.

2. Travail en groupes : Passage à l'échelle – Questions clés

Les participants ont travaillé en trois groupes sur les thèmes formation et déclenchement, suivi, et vérification. L'objectif était de présenter une expérience dans un pays, les leçons apprises, et les « dos and don'ts » (ce qu'il faut faire, ce qu'il ne faut pas faire).

Groupe 1 : Formation et déclenchement

Exemple de la Maurétanie :

- Atelier d'information pour les décideurs
- Formation facilitateurs
- Formation maçons.

Rapport
Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

Leçons apprises :

- Multitude d'acteurs formés
- Mobilité des personnes formées (leaders naturels et responsables locaux)
- Implication des communicateurs traditionnels -> plus de succès
- Distinction atelier d'information et session de formation
- La garantie du pré-déclenchement garantit la qualité du processus
- Pas de pool de formateurs au niveau pays
- Non-implication des formateurs dans la phase de pré-déclenchement.

Ce qu'il faut faire

- Bien sélectionner les participants (facilitateurs/animateurs)
- Harmoniser les critères (processus)
- Définir les critères de choix des sites
- Adapter les modèles aux profils et niveau des participants en intégrant les langues locales
- Distinguer atelier d'information et atelier de formation
- Bien préparer le pré-déclenchement
- Utiliser tous les outils.

Ce qu'il ne faut pas faire

- Eviter la formation des maçons avant la phase de déclenchement.

Groupe 2 : Suivi

C'EST QUOI LE SUIVI

- Appuyer la communauté à mettre en œuvre son plan d'action ;
- Accompagner, conseiller ;
- Mesurer le niveau d'exécution ;
- Déceler les blocages et les aider à les surmonter ;
- Informer les communautés sur les expériences d'ailleurs.

ACTIVITES DE SUIVI

- Visite de terrain, réunion avec le comité ATPC et les groupes spéciaux (échanges et observations) ;
- Vérification des progrès réalisés ;
- Plaidoyer auprès des ménages réticents ;
- Collecte de données.

A FAIRE

- Suivi régulier et rapproché des communautés déclenchées;
- Constater les réalisations des latrines et des anciens sites de défécation;

Rapport

Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

- S'assurer qu'un comité ATPC est fonctionnel et représentatif ;
- Insérer les enfants dans le suivi ;
- Vérifier que les latrines sont couvertes ;
- Parler du lavage des mains pendant le suivi ;
- Prendre en compte les dimensions genre et vulnérabilité ;
- Avoir un plan de suivi régulier et rapproché ;
- Restituer le suivi à la communauté ;
- Avoir un PV de suivi ;
- Respecter les rendez-vous ;
- Identifier le nombre exact de ménages.

A NE PAS FAIRE

- Ne pas imposer un choix de technologies ;
- Ne pas faire de promesses ;
- Ne pas rejeter une solution locale ;
- Ne pas exercer une pression sur la communauté ;
- Les leaders naturels ne doivent pas se substituer au chef du village ;
- Eviter de faire le suivi pendant les jours spéciaux (jours de marches, fêtes, cultes etc...).

Groupe 3 : Vérification (Evaluation/Certification)

A faire :

- Mettre en place une équipe (leader naturel, ONG, gouvernement (santé, eau), mairie etc.)
- Construction d'une latrine couverte par ménage
- Utilisation des latrines
- Absence de merde à l'air libre
- Existence d'un dispositif de lavage de main facultatif
- Certification des villages FÉDAL
- Célébration des villages FÉDAL
- Motivation des acteurs actifs (leaders naturels, chefs de village, ménages, autorités administratives et politiques) : Certificats, tricots, vélo, portables, kits d'hygiène)

A ne pas faire :

- Vérification faite par les étrangers
- Etre pressé pour faire la certification (au moins 6 mois, maximum 12 mois)
- Risque : Vérification comme un contrôle de police.

Rapport
Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

ORGANISATION DE SUIVI

(Résultat du travail de groupe, Groupe 2)

| NIVEAU | ACTEURS | PERIODE | DATA (QUOI) | REPORTING |
|---------------------------|--|-----------------------|--|---|
| Communauté | <ul style="list-style-type: none"> • Comité villageois (leader naturel) • Chef et conseiller | Quotidien | <ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'exécution de latrines ; • Niveau de réhabilitation de latrines ; • Disponibilité de lave mains ; • Fermeture des latrines ; • Niveau de salubrité globale du village. | <ul style="list-style-type: none"> • Rend compte au chef de village et à l'équipe locale de suivi; |
| Local (commune et cercle) | <ul style="list-style-type: none"> • Conseillers municipaux ; • Services techniques ; • ONG/OSC | 2 fois/semaines | <ul style="list-style-type: none"> • Respect des normes • Vérification des données ; • Information ; • Rappel des plans d'action ; | <ul style="list-style-type: none"> • Niveau régional |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Administration ; • Conseil de cercle ; • Maire | 1 fois par mois | <ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation sociale et politique ; • Information générale | <ul style="list-style-type: none"> • Niveau régional |
| Régional | DRACPN | 2 fois par mois | <ul style="list-style-type: none"> • Vérification des données de l'équipe locale; • Niveau d'exécution ; • Appui technique ; • Information générale | <ul style="list-style-type: none"> • Niveau National |
| | Institution régionale (DR, DRH) | 1 a 2 fois/ Trimestre | <ul style="list-style-type: none"> • Informations générales ; • Appui technique | <ul style="list-style-type: none"> • Niveau Ministère |

3. Visite de terrain

Six groupes ont été formés pour leur permettre de visiter un village dans une des catégories suivantes : déclenchement dans un village, village FÉDAL modèle, village FÉDAL avec des difficultés. Les groupes ont présenté leurs expériences lors du quatrième jour.

a) Kindo (Déclenchement)

Faits marquants

- Accueil chaleureux, bon pré-déclenchement
- Adaptabilité - flexibilité de l'approche en fonction du contexte.

Qu'est ce qu'on a appris par la pratique ?

- Utilisation des moyens audio-visuels – attention aux coûts ?
- Remplacement du « verre d'eau » par la nourriture (riz)
- Conclusion par les enfants – Traduction de leur engagement par une chanson aux parents
- Utilisation de la plaisanterie.

b) M'pela Falakan (Déclenchement)

Faits marquants

- Arrivée des enfants au moment critique du déclenchement (avec chanson et slogan)
- Participation active de toute la communauté, surtout les femmes et les enfants.

Bonnes pratiques

- Qualité de la facilitation (blagues, bonne connaissance du milieu, bonne ambiance, applaudissements, coordination entre facilitateurs pour l'arrivée des enfants).

c) Koulikoroni (FÉDAL avec difficultés)

Faits marquants :

- Intégration de l'hygiène et assainissement : Responsabilisation et engagement des belles mères pour disponibiliser le savon
- Détermination à maintenir l'état FÉDAL (suivi communautaire chaque vendredi).

Leçons pratiques :

- Organisation communautaire pour l'exécution du plan d'action
- Suivi rapproché par les facilitateurs
- Suivi interne, prenant en compte les mentalités locales
- Nécessite de prendre en compte le calendrier culturel
- L'influence de la célébration du FÉDAL sur les villages voisins.

d) Tie'ne'K'Bougou (FÉDAL avec difficultés)

Faits marquants :

- Faible mobilisation, pas de représentativité
- Présence des mouches dans les latrines
- Existence de la DAL

Rapport
Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

- Drainage du liquide de lavage anal en dehors de la latrine dans la majorité des cas
- Les gens se sont quand même aperçus des bénéfices de la FÉDAL.

Leçons apprises :

- Les gens n'ont pas répondu spontanément. Ils étaient déjà entraînés aux réponses. Donc, il faut prévenir, mais ne pas préparer la communauté.
- La communauté a introduit une pénalité pour les personnes qui pratiquent la DAL.

e) Sebecoro Gollenzena (FÉDAL modèle)

Faits marquants

- Prise de responsabilité et engagement de l'ensemble de la communauté (jeunes, femmes, personnes âgées)
- Absence du plan d'action
- Subventions pour la fabrication des dalles: les bénéficiaires paient seulement la main d'œuvre. Ce processus n'est pas vraiment maîtrisé par les bénéficiaires, car ils ne connaissent pas le prix réel d'une dalle.

Leçons apprises :

- Liens entre FÉDAL – Santé – Education ont été bien compris par la communauté.

f) N'Fabougou (FÉDAL modèle)

Faits marquants :

- Fort engagement des femmes
- Détermination des hommes de réaliser les latrines malgré la difficulté du terrain
- Volonté affichée du village pour l'extension de son expérience aux villages voisins.

Bonne pratique :

- Gestion de l'environnement immédiat (nettoyage des alentours du village)
- Pénalisation de 250F pour ceux qui pratiquent encore la DAL.

Discussion :

- Est-ce que une latrine de 6m de profondeur peut avoir un impact négatif sur la qualité de l'eau ?
 - Non, car le toit de la nappe phréatique est normalement de 15m de profondeur dans cette région.
- Village difficile : Notre village n'était pas difficile. Pourquoi a-t-il été qualifié comme tel ?
 - C'était le dernier village de la région à être déclaré FÉDAL.
- Etapes : Chez nous on fait deux jours d'atelier après le déclenchement. Ici non ?
 - On fait une réunion chaque semaine avec tous les leaders naturels des communautés nouvellement déclenchées. Ceci est un moyen très puissant.
- On ne va pas dans les communautés pour insulter les gens ou créer des mauvais sentiments.
 - Robert Chambers, règles de base:
Règle no. 1 : Sois gentil avec les gens.

Rapport

Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

Règle no. 2 : Sois gentil avec les gens.

Règle no. 3 : Répète règle no. 1 et 2.

Nous sommes tous des êtres humains. Aucun être humain ne veut vivre dans la merde. Nous ne sommes pas là pour insulter les gens ; nous sommes là pour apprendre. Nous déclenchons des sentiments de dégoût, de honte. Mais nous n'insultons pas.

- Au Sénégal nous avons fait comprendre aux gens les mécanismes de transmission par les vecteurs (mouche, merde).
- La connaissance du milieu est importante avant le déclenchement.
- La présence de la caméra est aussi très importante ! Faire passer les gens devant les autres villages lors du jour de marché aurait été encore mieux. Et la coopération entre les facilitateurs lors du déclenchement est importante pour assurer un bon timing.
- Qu'est-ce qu'on fait si un village continue avec la DAL après certification FÉDAL ?
 - Au Sénégal nous n'avons pas encore rencontré ce cas.
- Subventions : Nous avons eu le cas au Mali avec le chef d'un village certifié FÉDAL qui, après la certification, a cherché des financements pour son village pour améliorer l'état des latrines. On ne peut pas condamner cela.
 - C'est des cas rares, et on ne veut pas les encourager.
- L'approche dans la région est nouvelle, elle a été introduite il y a 3 ans seulement. Mais c'est déjà un succès !
 - Le manuel est très utile pour améliorer les déclenchements. Beaucoup de recommandations utiles.
 - Mais : Il ne faut pas prendre les outils trop en sérieux ! Utilisez votre jugement.
- Que faire si les gens, après certification FÉDAL, reviennent à la DAL ?
 - Il y a les signatures des leaders naturels. C'est pour cela qu'il faut les impliquer dès le début, pour partager la responsabilité.
 - S'il y a un seul caca, ce n'est pas grave. Mais s'il y en a plus, il faut en discuter avec la communauté.
- Subventions/bénéfices. Le mieux c'est de parler aux bailleurs et de leur proposer de donner l'argent à un bénéficiaire après certification. Si on le donne avant, c'est comme donner de l'argent à quelqu'un pour qu'il arrête de manger sa propre merde.

4. Travail en groupe : Adoption par le gouvernement, et Assurer les financements

Deux groupes ont travaillé sur la question de l'adoption par le gouvernement de l'ATPC, et comment en assurer les financements.

Groupe 1 : Adoption par le gouvernement – Harmoniser des départements gouvernementaux, bailleurs, ONG

Ce qu'il faut faire :

Rapport

Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

- Concevoir l'ATPC comme point d'entrée pour des changements de comportement plus généraux, et ne pas se limiter à l'atteinte du statut FÉDAL
- Démontrer l'intérêt de l'ATPC (changement du comportement) pour la réalisation des OMD
- Plaidoyer pour la notion d'ATPC comme porte d'entrée de toute intervention dans l'assainissement
- Si la politique existe déjà, inciter une revue
- Si non, élaborer une politique prenant en compte l'ATPC
- Mettre en place une plateforme nationale d'ATPC
- Promouvoir des rencontres de concertation régulières entre les acteurs de l'assainissement
- Informer et impliquer l'Etat dans toutes les phases du processus des ONG (planification, exécution, suivi)
- Faire un plaidoyer pour que l'Etat prenne en compte les latrines réalisées dans l'ATPC comme premier modèle dans un premier niveau.
- Informer et impliquer les facilitateurs dans les bases de données des organisations
- Faire le plaidoyer pour que l'état prenne en compte les latrines simples
- Standardiser les latrines d'ATPC pour qu'elles soient comptabilisées au niveau national (référentiel d'ouvrages).

Groupe 2 : Assurer les financements des bailleurs pour l'ATPC

Ce qu'il faut faire :

- Plaidoyer pour influencer les bailleurs et décideurs afin de les orienter vers notre approche
- Inviter les bailleurs à assister à un déclenchement
 - Cela peut totalement changer les décideurs
 - Il faut l'utiliser de façon stratégique
- Montrer les évidences aux bailleurs (résultats concrets)
- Se baser sur les avantages comparatifs basés sur les coûts (coût par personne, bénéfice collectif)
- Plaidoyer pour mobiliser la contrepartie nationale : l'Etat
- Se baser sur les avantages comparatifs basés sur le pacte
- Se baser sur des chiffres
- Plaider auprès du fond global pour l'assainissement
- Profiter des rencontres internationales (G8, Africasan, etc.)
- Connaître les programmes des bailleurs
- Comment fonctionnent les bailleurs ? Ils envoient des consultants sur le terrain. C'est eux qu'il faut cibler. Soyez visible comme acteur important de l'assainissement ! Le consultant va venir chez vous ; il faut les convaincre de l'idée d'ATPC.

Ne pas faire :

- Etre trop ambitieux

Rapport

Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

- Montrer les mauvais exemples
 - Ceci ne veut pas dire de cacher les mauvais exemples; mais plutôt de mettre les bons exemples en avant.
- Mélanger les approches
 - Peut être plus intéressants pour certains bailleurs
 - Mais : Peut créer de la confusion, et souvent n'est pas durable

Si on veut passer à l'échelle avec l'ATPC, il faut abandonner les subventions. Si on réussit de l'amener à l'échelle, l'Afrique peut encore réaliser les OMD. Mais il faut une Task Force nationale qui se réunit tous les mois (exemple : Malawi, Sierra Leone).

5. Travail de groupe : Comment passer à l'échelle ?

Les participants de deux ou trois pays se sont réunis en groupes pour élaborer des propositions pour les prochaines étapes pour passer à l'échelle dans leur pays.

Groupe 1 : Sénégal, Burkina

- Plan d'action
- Amélioration de la stratégie de formation.

Groupe 2 : Mauritanie, Djibouti

- Passer à l'échelle
- Définir un cadre institutionnel de mise en œuvre du plan.

Groupe 3 : Guinée-Bissau, Côte d'Ivoire

- Commencer par des zones
- Budgétiser le plan d'action
- Créer une plateforme de discussion.

Groupe 4 : Madagascar, Mali

- Organiser les formations et déclenchements aux différents niveaux (national, régional, local).

Groupe 5 : Tchad, Burundi

- Mise en place d'une coalition des partenaires hygiène/assainissement
- Elaboration d'une Politique Nationale, incluant l'ATPC
- Plan d'action
- Mobilisation de fonds
- Fréquence de suivi.

Groupe 6 : CAR, Congo, Benin

Rapport

Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

- Intégration de la stratégie ATPC dans la politique nationale
- Développement d'un partenariat sectoriel.

6. Plans d'action indicatifs

Les participants se sont ensuite réunis en groupe pays par pays, afin d'élaborer des plans d'actions indicatifs pour leur pays. Les plans d'action sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Plan de mise en œuvre indicatif, par pays.

| Pays | Activités à mener | Responsables | Périodes |
|---|---|---|-----------------------------|
| Benin | Consolidation de la phase pilote | Unicef ; SHAB et autres partenaires à déterminer | Janv-juin 2011 |
| | Evaluation de la phase pilote | Consultant externe, DHAB | Juil-Août 2011 |
| | Vulgarisation des résultats | Partenaires impliqués, DHAB | Sept-Oct 2011 |
| | Plaidoyer pour intégration ATPC dans politique nationale d'assainissement | Partenaires et coalition WaSH du Bénin, DHAB | Nov-Déc 2011 |
| | Développement/formalisation de partenariats pour mise en œuvre ATPC | Partenaires pilotes et autres PTF membre coalition nationale WaSH | Janv 2011- Déc 2013 |
| | Campagne de formation ATPC et adoption de standards nationaux de mise en œuvre (FÉDAL ; certification...) | DHAB/MS, PTF engagés | Janv-Mars 2012 |
| | Mobilisation des ressources/formalisation des engagements des partenaires | PTF engagés | Janv 2011- Déc 2013 |
| | Ateliers régionaux de vulgarisation | DHAB/MS, PTF engagés | Avril-Juin 2012 |
| | Campagne national de déclenchement et de certification par les partenaires techniques et financiers engagés | SHAB/DHAB/MS, PTF engagés | Juillet 2012- Oct 2013 |
| | Missions de suivi et d'évaluation | Chaque PTF engagé + DHAB | A partir de Janv 2013 |
| | Evaluation de la mise en œuvre | Chaque PTF engagé + DHAB | Nov-Déc 2013 |
| | Burkina Faso | Rencontre de restitution, concertation et planification | CREPA, Water Aid |
| Atelier national d'information des décideurs, responsables administratifs et représentants SC | | DGAEUE (appui CREPA UNICEF) | Janvier 2011 |
| Formation d'un Pool de formateurs | | CREPA | Janvier 2011 |
| Mise en œuvre ATPC dans au moins 50 villages ➔ Objectif : 20 certifiés en fin 2011 | | DGAEUE, Water Aid, PLAN et CREPA | Dès février 2011 |
| Mise en place d'un noyau de promoteurs ATPC | | DGAEUE ,Water Aid, PLAN, CREPA | Janvier 2011 – février 2011 |
| Appui aux pays pour les formations | | CREPA | Suivant les |

Rapport
Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

| | | | |
|-------------------|--|--------------------------------------|-------------------------|
| | | | besoins |
| | Formation régional CREPA | CREPA | Mars 2011 |
| | Capitalisation de l'expérience de Water Aid | Water Aid | Janvier – février 2011 |
| | | | |
| Burundi | Organisation d'une réunion d'information des décideurs au Burundi | MSPLS | Déc/ Janvier 2010- 2011 |
| | Elaboration des TDRs et Mise en place d'un comité national de pilotage de l'approche ATPC. | MSPLS | Janvier / 2011 |
| | Elaboration de la stratégie de mise en œuvre de l'ATPC | MSPLS | Janvier / février 2011 |
| | Elaboration de Plan d'action opérationnel de l'ATPC | MSPLS | Février 2011 |
| | Mobilisation des financements pour la mise en œuvre de l'ATPC | Gvt & partenaires | Mars 2011 |
| | Mise en œuvre du plan d'action élaboré (formation des formateurs, déclenchement, suivi, certification) | Tous les intervenants | Janv / déc 2011 |
| | Evaluation annuelle | Tous les intervenants | Déc 2011 |
| Congo Brazzaville | Evaluation de la phase pilote | La coordination avec les partenaires | Janvier- Février 2011 |
| | Vulgarisation du rapport d'évaluation a travers un atelier de restitution | Gouvernement | Mars 2011 |
| | Intégration de l'ATPC dans la stratégie nationale d'Assainissement | Gouvernement | Mars 2011 |
| | Ciblage des partenaires / Réunion de coordination | Gouvernement | Mars 2011 |
| | Harmonisation des outils | Coordination avec les partenaires | Avril 2011 |
| | Identification des zones d'intervention | Coordination avec les partenaires | Avril 2011 |
| | Elaboration des concepts notes des projets | Gouvernement | Avril 2011 |
| | Mobilisation des ressources | Coordination avec les partenaires | A partir d'avril 2011 |
| | Formation des formateurs | Coordination avec les partenaires | Mai 2011 |
| | Organisation des ateliers régionaux d'information sur L'ATPC | Coordination avec les partenaires | Mai 2011 |
| | Mises en œuvre des activités ATPC | Coordination avec les partenaires | Mai 2011 |
| | Revue communautaires sectorielles | Coordination avec les partenaires | Mai 2012 |
| | Revue Nationale a Mi-parcours des activités/ réorientation de la stratégie si nécessaire | Gouvernement | Juin 2012 |
| | Evaluation en fin de projet | Coordination avec les partenaires | Novembre 2013 |
| Cote d'Ivoire | Evaluer de la mise en œuvre de l'ATPC en 2010 | DAD/MCUH ; UNICEF | Janvier |
| | Plaidoyer auprès des ministres du secteur Eau – Hygiène – Assainissement et auprès des Conseils Généraux des 13 départements pour insérer l'ATPC dans leur budget annuel | DAD/MCUH, UNICEF | Janvier – Février |
| | Intégrer l'ATPC dans le document de la politique nationale en cours d'élaboration | DAD/MCUH | Janvier- Mars |
| | Mettre en place une plate forme de | DAD/MCUH, UNICEF | Janvier |

Rapport
Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

| | | | |
|---------------|---|---|--------------------------|
| | concertation Nationale | | |
| | Elaborer et valider un plan de passage à l'échelle nationale | DAD/MCUH, UNICEF | Janvier – Février |
| | Former des formateurs (leaders communautaires et de nouveaux facilitateurs dans 13 départements) | DAD/MCUH, UNICEF | Janvier – Avril |
| | Déclencher 500 villages dans 13 départements | Leaders Naturels, Champions et facilitateurs de qualité | Janvier – Juin |
| | Suivre et Evaluer les 500 villages déclenchés | Tous les acteurs | Janvier – Novembre |
| | Organiser un Concours ATPC pour les Medias | Collectivités, DAD/MCUH, UNICEF | Avril– Novembre |
| | Etablir un Bulletin de presse et radio pour le partage d'expériences des chefs, communautés et champions ATPC | DAD/MCUH, UNICEF | Avril– Novembre |
| | Partenariat pour le lancement dans 6 autres départements pour 2012 | DAD/MCUH, UNICEF | Janvier - Novembre |
| Djibouti | Intégrer l'ATPC dans le Plan Stratégique d'Assainissement | Ministère de l'Agriculture | Février 2011 |
| | Adoption du Plan Stratégique d'Assainissement | ADDS | Mai 2011 |
| | Instaurer un cadre institutionnel de mise en œuvre de l'ATPC | Ministère de l'Agriculture | Janvier 2011 |
| | Déclenchement dans 10 villages ciblés ; Objectif : 5 villages FÉDAL. | ONG, ADDS | Dec-Avril |
| | Faire une évaluation de la phase pilote | ADDS | Mai 2011 |
| | Formation des formateurs | | Mai 2011 |
| | Identification des sites propices et les déclencher ; Objectif : 50 villages déclenchés. | ADDS | Juin 2011 |
| Guinée Bissau | Evaluation de la phase pilote et identification de nouveaux partenaires | UNICEF, Gouvernement | Dec 2010 Janvier 2011 |
| | Formation des nouveaux partenaires | UNICEF | Janvier 2011 |
| | Information des autorités au niveau national, régional et local | UNICEF, Gouvernement | Fev 2011 |
| | Création groupe suivie, définition des critères et instruments d'évaluation FÉDAL | UNICEF/groupe suivie | Fev 2011 |
| | Préparation et signature des accords partenaires par secteur | UNICEF/Plan G.B./OMS | Fev 2011 |
| | Suivie et évaluation des accords niveau Gouvernement/UNICEF/autre | Gov./UNICEF/groupe suivie | Fev 2011 |
| | Plaidoyer auprès du gouvernement pour adopter L' ATPC dans la stratégie nationale pour l'assainissement | UNICEF/PLAN/OMS | Dec 2010 |
| | Rencontre mensuel des plateformes des acteurs du secteur eau et assainissement | Tous | Dec 2010 |
| | Préparation des projets et soumission aux bailleurs de fonds | UNICEF/PLAN G.B./OMS | Fev 2011 |
| Mali | Dynamiser le cadre de concertation entre les partenaires | DNACPN | 2011 |
| | Déclencher 400 villages | DNACPN/DNS/Partenaires | 2011 |
| | 250-300 villages à certifier | IDEM | 2011 |
| | Etude d'impact sanitaire et socio-économique | DNACPN/DNS/Institut de recherche internationale | 2011-2012 |
| | Définir un mode opératoire post FÉDAL | DNACPN/Partenaires | 2011 |
| | Entreprendre un suivi par cartographie | DNACPN/Partenaires | 2011 |

Rapport
Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

| | | | |
|--|---|---|--|
| | Former/Recycler de nouveaux formateurs | DNACPN/Partenaires | 2011 |
| | Actualisation continue de la méthodologie ATPC | DNACPN/Partenaires | 2011 |
| | Contribuer aux partages d'expériences | DNACPN/Partenaires | 2011 |
| | Vulgariser l'approche à différents niveaux | DNACPN/Partenaires | 2011 |
| Maurétanie | 9 régions, 800 villages FÉDAL | DA/Unicef | 2011-2013 |
| | Formation de 300 personnes | DA/Unicef | 2011-2013 |
| | Intégration ATPC dans P.N.A. | DA | 2011 |
| | Eude de base et Evaluation | DA/Unicef | 2011 |
| | Partage résultats atelier | DA/Unicef | 2010/2011 |
| | Encadrer les ONG dans la mise en œuvre (360 villages FÉDAL) | DA/Unicef | 2011-2013 |
| | Plaidoyer + Recherche de financement | DA/Unicef et autres | 2011-2013 |
| | Grande échelle; Pays FÉDAL en 2015. | DA/ partenaires | -2015 |
| République Centrafricaine | Suivi des villages pilotes | Partenaires | 2011 |
| | Certification/célébration | Autorités compétentes | 2011 |
| | Evaluation de la phase pilote | Ministère hydraulique | 2011 |
| | Vulgarisation du rapport/Atelier de restitution de la phase pilote | Ministère hydraulique | 2012 |
| | Intégration dans la politique et stratégie nationale d'assainissement | Ministère hydraulique | 2012 |
| | Développement des partenaires/Réunion de coordination | Ministère hydraulique | 2011-2013 |
| | Mobilisation des ressources | Partenaires | 2011-2013 |
| | Elaboration d'un guide simplifié de mise en œuvre et de suivi | Ministère hydraulique | 2011 |
| | Formation des formateurs | Partenaires | 2011-2012 |
| | Ateliers régionaux d'information sur l'ATPC | Partenaires | 2012 |
| | Identification des zones et développement des échéanciers | Partenaires | 2012 |
| | Déclenchement par les partenaires | Partenaires | 2012-2013 |
| | Suivi | Partenaires | 2012-2013 |
| | Evaluation à mi-parcours | Partenaires | 2012 |
| | Certification/Célébration de l'état FÉDAL | Autorités compétentes | 2012-2013 |
| | Evaluation finale par région | Ministère hydraulique | 2013 |
| | Sénégal | Organisation de l'atelier national de restitution du pilote | DA/ Sous secteur HA ; Partenaires TF ; ONG ; Décideurs ; Communautés |
| Plaidoyer pour l'intégration ATPC dans les PLHA | | Comité de pilotage ; Collectivités locales ; Services techniques locaux | Jan-Fev |
| Organisation d'une visite villages FÉDAL | | DA Hygiène ; Décideurs ; Partenaires TP ; ONG sous secteur | Jan-Fev |
| Renforcement des capacités des acteurs (national, régional, local) | | DA-Hygiène, ONG ; Responsables E.A.H., Leaders naturels ; Agents de développement | Fev-Mars-Avril |
| Déclenchement de 2500 villages pour 5 ans | | DA ; ONG ; facilitateurs. | 2011-2015 |
| Suivi post-déclenchement | | DA ; ONG ; facilitateurs. | 2011-2015 |
| Evaluation d'impact | | DA, Bureau d'études. | 2015 |
| Tchad | Bilan des pilotes | Gouvernement/ Unicef et partenaires | Décembre 2010 |
| | Création d'une coalition ATPC-Tchad | Gouvernement/ Unicef et | Décembre |

Rapport
Atelier Régional de Partage et Apprentissage d'ATPC, Bamako, 29.11.-3.12.2010

| | | | |
|--|--|---|------------------------------|
| | | partenaires | 2010 |
| | Formulation/définition d'une stratégie nationale ATPC | Gouvernement/ Unicef et partenaires | Janvier 2011 |
| | Mise en place d'un comité national de pilotage ATPC | Gouvernement/ Unicef et partenaires | Janvier 2011 |
| | Organiser une formation de formateurs nationaux | Gouvernement/ Unicef | Janvier 2011 |
| | Identification de régions pour le passage à l'échelle | Gouvernement/ Unicef et Comité national de pilotage | Février 2011 |
| | Mobilisation de ressources | Gouvernement/ Unicef | Janvier 2011 |
| | Déclenchement en cascade | Gouvernement/ Unicef et partenaires | Février 2011 |
| | Suivi post-déclenchement/Vérification | Gouvernement/ Unicef, comité de pilotage et partenaires | Février 2011 et + (continue) |
| | Organisation de revue sur la mise en œuvre de l'approche | Gouvernement/ Unicef, comité de pilotage et partenaires | Juin 2011 |

7. Documents à consulter

- Consensus de Bamako pour l'ATPC
http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Consensus_de_Bamako_0.pdf
- Background paper (en anglais)
http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Mali_Background.pdf
- Présentations :
 - ATPC au Mali
<http://www.slideshare.net/secret/dGceSx0bohAo6n>
 - Etat des lieux de l'ATPC en Afrique de l'Ouest et Centrale
<http://www.slideshare.net/secret/Htw1rr0kPTqueh>
 - Fonds Mondial d'Assainissement (GSF)
http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Global_Sanitation_Fund_French_0.pdf
- Liste de participants
http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Mali_participants_0.pdf